

L'activité économique est en hausse en France au 1^{er} trimestre. Les analystes envisagent une croissance du PIB au moins égale à 2 % en 2006. Le Loir-et-Cher n'est pas resté à l'écart de cette reprise, **les indicateurs de conjoncture** étant pour la plupart **orientés favorablement**.

Les **chiffres d'affaires sont en forte hausse**, soutenus par des **exportations qui ont nettement repris du tonus**. Les importations plus étoffées de biens intermédiaires sont elles-mêmes un signe tangible du gonflement de l'activité.

Les perspectives actuelles et à moyen terme apparaissent à l'évidence bien meilleures, si l'on en juge par le **vif rebond de l'investissement** qui atteint son meilleur niveau des quatre dernières années. Les besoins en nouveaux locaux se font également plus pressants, en particulier dans l'industrie et le commerce.

De même, les entreprises ont eu recours à de la main d'œuvre supplémentaire. Au 1^{er} trimestre, **près de 430 nouveaux postes de travail** ont été créés, en données corrigées des variations saisonnières. Ils sont toutefois **souvent précaires**, puisque l'intérim regroupe plus d'un tiers de ces emplois, soit autant que les services. Notons que le **secteur du Bâtiment continue sa progression**, lente mais régulière. En trois ans, il a créé plus de 700 emplois. Ce mouvement devrait se poursuivre, la mise en chantier de nouveaux logements repartant à la hausse après un léger ralentissement en 2005.

La répartition géographique de la croissance de l'emploi est loin d'être uniforme sur le territoire départemental. On constate ainsi avec soulagement que c'est le **Romorantinais qui est le plus dynamique** en ce début d'année, et de loin : + 400 postes. Le Vendômois bénéficie également d'une conjoncture porteuse, tandis que le Blaisois perd une centaine de postes.

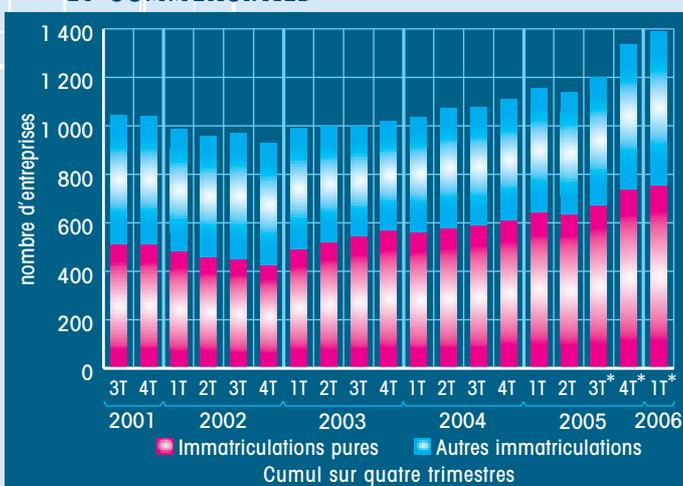
Contrairement aux épisodes antérieurs, la **reprise de l'activité n'a pas freiné la création d'entreprises**. Comme le nombre des défaillances ne semble pas augmenter, le tissu économique du Loir-et-Cher se renforce. La bonne santé financière des établissements se mesure par ailleurs par le taux particulièrement faible des cotisations salariales qui restent impayées à l'échéance.

Le **chômage a légèrement augmenté** (en données corrigées), ce qui ne remet pas en cause pour l'instant la tendance de fond. En rythme annuel, il décroît en effet très rapidement, en particulier dans la zone d'emploi de Romorantin. Toutefois le nombre de demandeurs d'emploi, toutes catégories confondues, se réduit plus lentement.

Autre ombre au tableau, le **nombre de bénéficiaires du RMI s'est accru assez sensiblement entre janvier et mars**. Le mouvement est quasiment ininterrompu depuis septembre 2004. Il apparaît de plus en plus probable que des personnes font le choix de ne plus pointer à l'ANPE et de solliciter le bénéfice du dispositif RMI.

Rebond confirmé de l'activité

1 CRÉATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher

* données provisoires

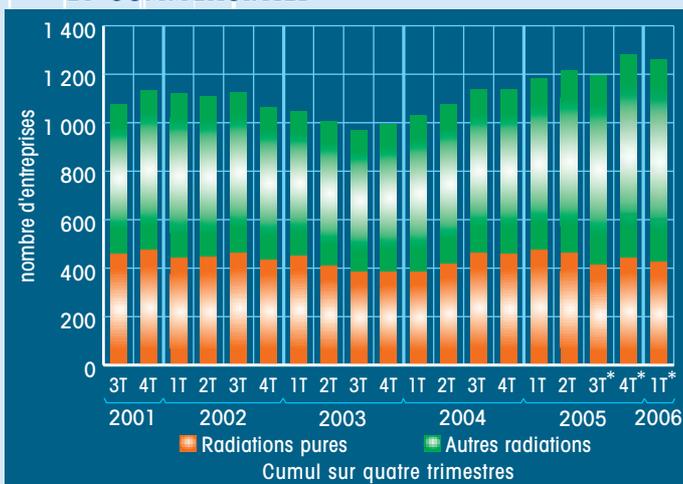
PAS D'ESSOUFFLEMENT POUR LA CRÉATION D'ENTREPRISES

L'engouement pour la création d'entreprises ne faiblit pas. La Chambre de Commerce et d'Industrie a enregistré **207 immatriculations pures** ① entre janvier et mars (données provisoires). Cela constituerait un nouveau record puisque les données du 4^e trimestre ont été très légèrement corrigées à la baisse (204 au lieu de 209). Le **cumul annuel s'élève à 753 créations**, soit 114 de plus que durant les douze mois précédents. Trois branches d'activité attirent plus particulièrement les créateurs, la construction, le commerce et les services aux entreprises. À l'inverse, on enregistre un affaiblissement pour l'industrie et surtout les transports, qui retrouvent des valeurs plus habituelles après une forte croissance des créations en 2004.

Les données relatives aux **défaillances d'entreprises** ② sont encore trop provisoires pour émettre un jugement. On remarque cependant qu'au cours des deux premiers trimestres 2005, pour lesquels les informations sont définitives, leur nombre est en net retrait par rapport aux résultats enregistrés en 2004. Ainsi, **entre juillet 2004 et juin 2005** (période la plus récente pour lesquels les mouvements sont définitifs), les **créations sont supérieures de 173 unités aux disparitions**.

Le nombre des **immatriculations d'entreprises artisanales** ③ a franchi un nouveau palier avec un total de **189** au 1^{er} trimestre, soit presque autant que durant l'hiver 2005. Dans le même temps, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat a enregistré **121 radiations**, ce qui est tout à fait dans la moyenne des résultats de l'année écoulée, à l'exception du 4^e trimestre qui est toujours plus élevé en raison des régularisations de fin d'année. Sur les **douze derniers mois**, On compte ainsi **677 créations pour 522 disparitions**, ce qui laisse un **solde positif de 155 unités**. Les tendances antérieures ne sont pas modifiées : deux activités seulement réalisent la quasi-totalité de ce solde, le Bâtiment et les services (comprenant transports et réparation) ; parallèlement, on ne constate aucune amélioration pour l'alimentation.

2 RADIATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher

* données provisoires

3 MOUVEMENTS DES ENTREPRISES ARTISANALES



source Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Loir-et-Cher - Répertoire des Métiers

LA REPRISSE DE L'ACTIVITÉ SE CONFIRME

Poursuivant sur la lancée du dernier trimestre 2005, **l'activité s'est nettement confortée** au cours des trois premiers mois de 2006. Les **chiffres d'affaires des entreprises 1** du département **se sont ainsi accrus de 6,0 %** entre janvier et mars, à 2348 M€, selon les informations des Services Fiscaux. L'augmentation est encore plus nette par rapport au 1^{er} trimestre de l'année dernière : + 8 %. En données cumulées sur les 12 derniers mois, le total n'est toutefois que très légèrement supérieur à celui de la période antérieure : + 1,3 %. Les effets du fléchissement au premier semestre 2005 (et en particulier durant l'été) se font encore sentir.

L'URSSAF a comptabilisé **22594 déclarations préalables** à l'embauche liées au **travail temporaire 2** entre janvier et mars, soit **1,3 % de plus qu'au 1^{er} trimestre 2005**. L'évolution de ces intentions d'embauche apparaît toutefois en léger décalage avec celle des postes réellement créés, qui lui est supérieure (voir volet suivant sur l'emploi salarié). Le total pour les douze mois écoulés est en hausse de 6 % sur le résultat antérieur avec 99930 déclarations.

Les informations relatives au **chômage partiel 3** ne sont pas disponibles pour ce trimestre.

La **part des cotisations URSSAF¹ restant dues à l'échéance 4** continue à diminuer. Au 31 mars, elle s'établit à 1,08 % contre 1,39 % un an auparavant. Cela constitue le **meilleur résultat pour un premier trimestre** depuis la prise en compte de cet indicateur début 2003. La bonne tenue de l'activité permet d'aplanir encore un peu plus les difficultés de trésorerie des entreprises.

FORTE HAUSSE DES EXPORTATIONS

Le rebond de l'activité ne serait pas possible sans un accroissement des ventes à l'étranger. Comme pour l'ensemble de la France, les **exportations 5** des entreprises du Loir-et-Cher ont enregistré une **forte augmentation** au 1^{er} trimestre : + 11,9 %, à 386,7 M€. Le mouvement est encore plus soutenu par rapport à l'hiver 2005 (+ 19,7 %). Il est à souligner que ces résultats sont nettement supérieurs à ceux de la région, où les exportations ont baissé de 2,9 % au cours de ces trois mois. Toutes les grandes spécialités du Loir-et-Cher sont bien orientées, avec une mention particulière pour les équipements automobiles (+ 15 %). En données cumulées, le montant

(1) À partir du 1^{er} trimestre 2003, l'URSSAF de Loir-et-Cher a recalculé le montant des cotisations liquidées et des restes à recouvrer en tenant compte du versement des cotisations du département quel que soit le lieu où elles sont encaissées. Les champs étant différents, les chiffres ne sont pas comparables à ceux de l'ancienne série.

1 CHIFFRES D'AFFAIRES DES ENTREPRISES



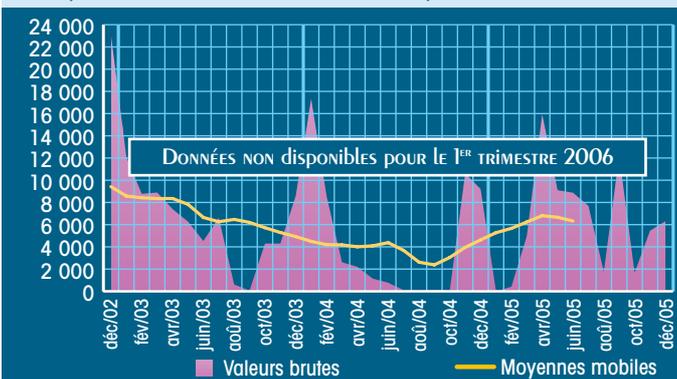
source Direction des services fiscaux : à partir du 1^{er} janvier 2002, chiffre d'affaires des entreprises au régime réel normal (EM, ET, ES, EB, EO, AM), y compris régimes mini réel (RM, RT, RS) et simplifié agricole (AET), y compris les entreprises installées en Loir-et-Cher mais relevant de la Direction des grandes entreprises.

2 RECOURS AU TRAVAIL TEMPORAIRE



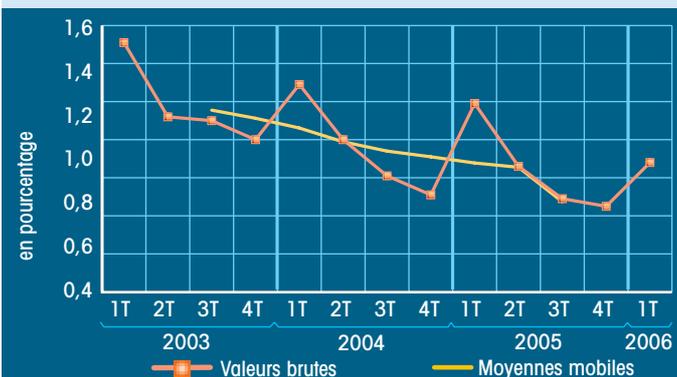
source : URSSAF (Services statistiques régionaux) - Déclarations préalables à l'embauche. Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

3 CHÔMAGE PARTIEL (NOMBRE D'HEURES INDEMNISABLES)



source DDTEFP

4 TAUX DE RESTE À RECOUVRER DES COTISATIONS URSSAF



source URSSAF - Services statistiques régionaux

5 COMMERCE EXTÉRIEUR DE PRODUITS INDUSTRIELS



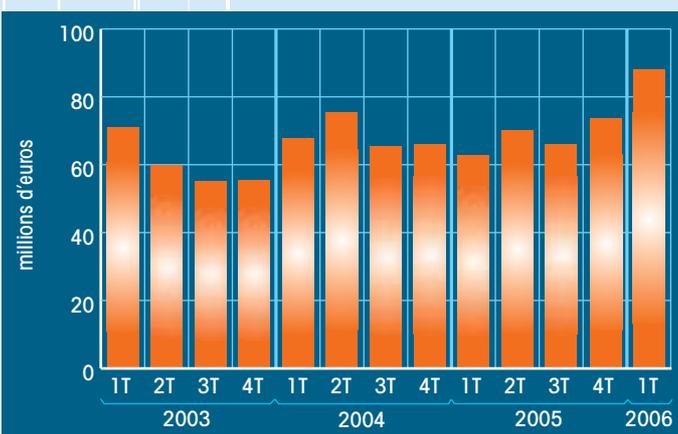
source Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects - Centre

global est cependant à peine supérieur à celui des douze mois antérieurs (+ 0,8 %), à 1,408 milliard d'euros. La reprise constatée durant les six derniers mois a ainsi tout juste permis de compenser la baisse subie début 2005.

De leur côté, les importations ont également poursuivi leur progression avec un montant de 341,3 M€ entre janvier et mars. Ce total dépasse de 6,1 % celui de l'automne et de 21,8 % celui du 1^{er} trimestre 2005. L'augmentation est principalement imputable aux produits intermédiaires (chimie, pharmacie, métaux, matières plastiques), en lien direct avec une activité plus tonique. Sur douze mois, les achats du Loir-et-Cher à l'étranger ressortent en hausse de 7,6 % (1,251 milliard d'euros). À noter que les importations régionales se sont contractées de 6 % au 1^{er} trimestre.

Le solde des échanges commerciaux a quasiment doublé en trois mois à 45,3 M€. Il demeure toutefois très éloigné de ses plus hauts niveaux. Le taux de couverture² s'établit à 113 % en Loir-et-Cher au 31 mars (119 % pour le Centre).

6 INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES



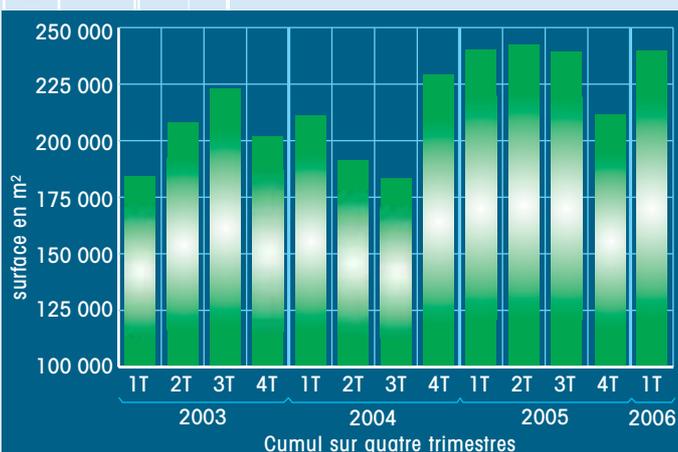
source Direction des services fiscaux. Nouvelle série à partir du 1^{er} janvier 2002. Le montant des investissements est reconstitué à partir de la TVA déductible sur immobilisations inscrites au bilan et concerne les entreprises qui déclarent selon le régime réel normal. Les investissements sont issus des déclarations déposées au cours des trimestres indiqués.

TRÈS VIVE PROGRESSION DES INVESTISSEMENTS

Le montant des investissements des entreprises **6** a effectué un bond significatif au cours du 1^{er} trimestre pour atteindre 88,1 M€ selon les informations fournies par les Services Fiscaux. Il s'agit du meilleur résultat des quatre dernières années. L'augmentation est de 20 % en trois mois et de 40 % par rapport à l'hiver 2005. En données cumulées, on enregistre logiquement une hausse sensible: + 10,4 %.

Autre signe tangible d'une amélioration, les nouvelles surfaces destinées aux activités **7** sont en croissance forte sur le trimestre: près de 80 000 m² ont été mis en chantier, soit 25 000 de plus qu'entre octobre et décembre 2005 (+ 43 %). Le mérite en revient surtout aux bâtiments industriels et aux locaux commerciaux. Le total en données cumulées sur les douze derniers mois, qui ne cessait de se réduire, est revenu au même niveau que pendant la période antérieure (240 041 m², soit - 0,1 %). Les résultats pour l'ensemble de la région Centre sont beaucoup plus positifs (+ 22,6 %). On constate toujours dans notre département un fléchissement des superficies dédiées à la logistique. Cela ne devrait pas durer si l'on en juge par les autorisations délivrées au 1^{er} trimestre qui portent sur plus de 185 000 m² (plus de la moitié du total régional). On constate également un doublement des surfaces pour les bâtiments industriels par rapport à l'automne.

7 LOCAUX D'ACTIVITÉS (CONSTRUCTIONS COMMENCÉES*)



source DRE - fichier Sitadel

* Cumul glissant sur quatre trimestres.

(2) Le taux de couverture est le rapport entre les exportations et les importations en valeur.

Hausse sensible de l'emploi salarié³

La tendance à une **reprise de l'emploi salarié** ① depuis le 2^e trimestre 2005 s'est confirmée et même amplifiée. **Entre janvier et mars, l'augmentation est sensible: + 0,5 %**, correspondant à la **création de 430 postes** de travail supplémentaires. Sur un an, ce sont près de 630 postes nouveaux qui sont comptabilisés soit + 0,8 %, ce qui est nettement supérieur à la moyenne régionale (+ 0,1 %). Avec un total de **81 023 emplois** au 31 mars (données corrigées des variations saisonnières), le département retrouve un **niveau équivalent à celui de début 2003**.

Ces bons résultats proviennent avant tout du **regain de dynamisme** enregistré dans la **zone d'emploi** ② de **Romorantin: + 2,7 %** sur le trimestre (+ 400 postes) et + 3,5 % sur douze mois (+ 500 postes). La barre des 15 000 emplois a été à nouveau franchie, ce qui n'était plus le cas depuis le 3^e trimestre 2003. Précisons toutefois qu'il reste du chemin à faire pour retrouver le meilleur niveau (près de 18 500 emplois) atteint début 2001. Après un effrètement progressif jusqu'au printemps 2005, le **Vendômois regagne lui aussi des emplois**. Plus modestes que dans le Romorantinais, les gains sont loin d'être négligeables: + 0,9 % au cours du trimestre (soit 130 postes) et + 1,5 % sur un an (230 postes). En revanche, le **Blaisois apparaît en baisse de régime** pour le troisième trimestre consécutif, avec une perte d'une centaine de postes (- 0,2 %), aussi bien depuis décembre que sur les douze mois écoulés.

Les **emplois créés** ③ sont fréquemment **précaires** puisque l'intérim connaît une **croissance de 3,4 %** sur le trimestre (+ 6,5 % en un an). On remarque néanmoins **l'augmentation très régulière des effectifs du BTP**: + 0,7 % encore durant l'hiver. Depuis mars 2005, ce secteur a créé plus de 260 postes de travail (+ 3,4 %). Les gains sont plus importants en volume dans les services, mais moins en proportion (+ 360 en 12 mois, soit + 1,1 %), de même que dans le commerce (+ 0,3 %, correspondant à environ 40 emplois). **L'industrie connaît un très léger mieux** au 1^{er} trimestre (+ 0,1 %). La tendance demeure cependant à l'érosion puisqu'elle a perdu 330 emplois en un an (- 1,4 %).

La **masse salariale** ④ a suivi une évolution identique à celle du nombre de salariés, avec une progression de 0,5 % en trois mois. Sur un an, l'augmentation est nettement plus marquée (+ 3,7 %).

(3) Malgré l'élargissement et l'actualisation de l'échantillon, ainsi que la possibilité donnée aux entreprises de renseigner le questionnaire par Internet, le taux de réponse à l'enquête de conjoncture n'a cessé de diminuer. De surcroît, les délais de plus en plus longs rendaient l'analyse périlleuse, la conjoncture pouvant se modifier dans l'intervalle. L'Observatoire a en conséquence dû se résoudre à renoncer à cette enquête.

Il est en revanche paru intéressant d'exploiter des séries statistiques nouvellement diffusées par l'URSSAF sur l'emploi salarié et la masse salariale. Celles-ci sont disponibles par zone d'emploi et grand secteur d'activité, en données corrigées des variations saisonnières. Elles ne prennent pas en compte le secteur agricole.

1 Évolution de l'emploi salarié EN DONNÉES CVS



Source : URSSAF de Loir-et-Cher

2 Évolution de l'emploi salarié EN DONNÉES CVS PAR ZONE D'EMPLOI (EN %)



Source : URSSAF de Loir-et-Cher

3 Évolution de l'emploi salarié EN DONNÉES CVS PAR GRAND SECTEUR (EN %)



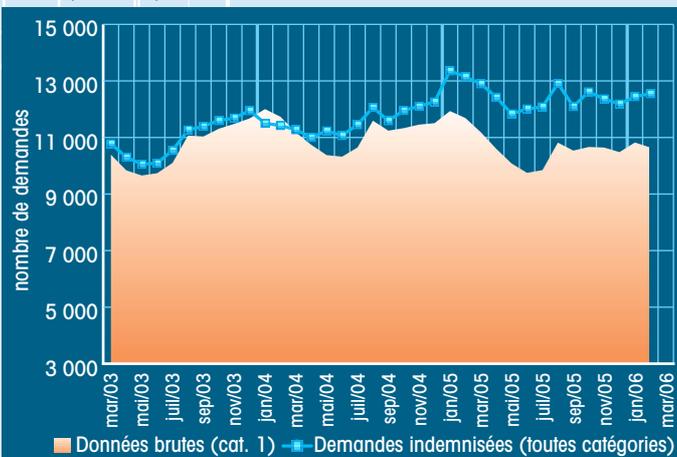
Source : URSSAF de Loir-et-Cher

4 Évolution de la masse salariale EN DONNÉES CVS



Source : URSSAF de Loir-et-Cher

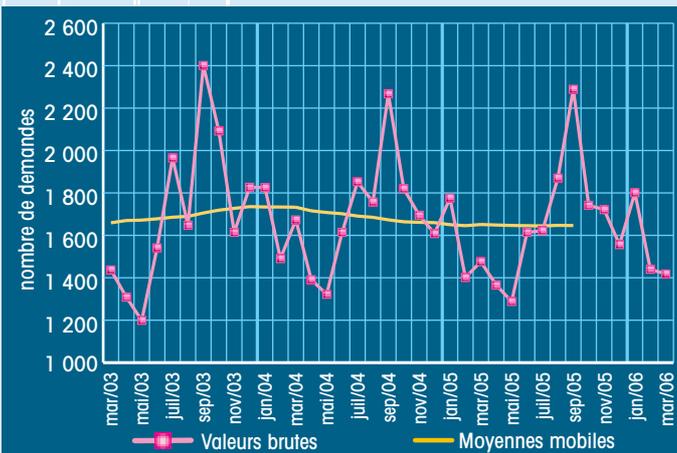
1 DEMANDES D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DEFM)



sources DRTEFP - ASSEDEC

Demandes d'Emploi en Fin de Mois de catégorie 1 (demandeurs à la recherche d'un emploi à plein temps et immédiatement disponibles).

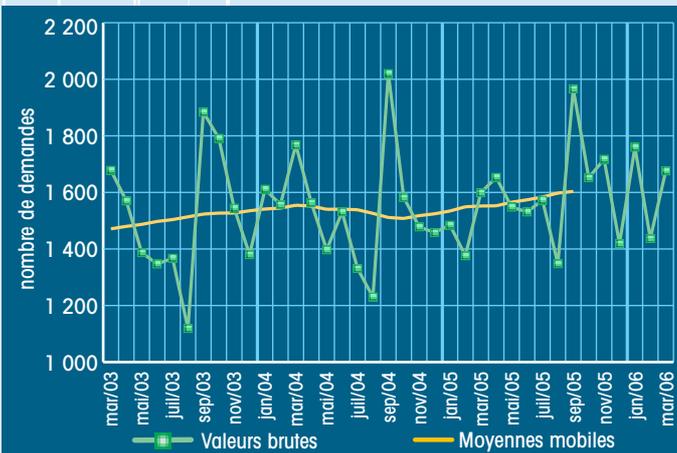
2 DEMANDES D'EMPLOI ENREGISTRÉES (TOUTES CATÉGORIES)



source DRTEFP

Demandes d'emploi enregistrées : représentent le nombre de personnes qui s'inscrivent à l'ANPE chaque mois pour différents motifs (fin de contrat, première entrée, licenciement économique, etc.). Cette statistique mesure également un flux.

3 DEMANDES D'EMPLOI SORTIES (TOUTES CATÉGORIES)



source DRTEFP

Demandes d'emploi sorties : représentent le nombre de personnes (alors inscrites à l'ANPE) qui sortent des listes de cette agence chaque mois pour différents motifs (reprise d'emploi, entrée en stage, arrêt de la recherche, etc.). Il s'agit d'une statistique de flux.

LÉGÈRE POUSSÉE DU CHÔMAGE MAIS LA TENDANCE RESTE FAVORABLE

Rompant avec la tendance antérieure, le chômage a légèrement augmenté au cours des trois premiers mois de l'année, en données corrigées des variations saisonnières : + 0,6 %. Il est resté quasiment stable dans le Centre (- 0,1 %), alors qu'il a diminué de 1 % en France. En données brutes, le Loir-et-Cher compte **10 483 demandeurs d'emploi** ① de catégorie 1 au 31 mars, soit **10,2 % de moins en un an**. Le rythme de décélération est donc encore plus marqué qu'en décembre. Tous les départements de la région connaissent désormais un recul prononcé, la moyenne s'établissant à - 6,9 % (France, - 7,5 %). Il convient cependant de préciser que, **toutes catégories confondues, le chômage ne diminue que de 5,8 %** en Loir-et-Cher.

Les écarts d'évolution entre les trois zones d'emploi du département se sont un peu réduits. Le **repli reste très accentué dans le Romorantinais (- 17 %)**, bien appuyé en **Vendômois (- 10,8 %)** et **s'accélère dans le Blaisois (- 7 %)**.

La baisse du chômage continue de profiter davantage aux hommes (- 13,3 %) qu'aux femmes (- 6,8 %), en particulier dans le Romorantinais où l'écart est de 10 points en faveur des premiers. Quelques différences subsistent selon la tranche d'âge, mais elles tendent globalement à s'estomper. Une exception toutefois : les chômeurs de moins de 25 ans sont plus nombreux qu'en mars 2005 dans la zone d'emploi de Vendôme. Le **chômage de longue durée recule sur un rythme de plus en plus soutenu : - 14,5 %** sur un an. De surcroît, le nombre des demandeurs inscrits depuis 3 ans et plus est en baisse à son tour. **Toutes les catégories socioprofessionnelles sont concernées** par la baisse du chômage. L'écart entre les employés (- 3,5 %) et les ouvriers (- 17,1 %) demeure néanmoins très important.

Le nombre des nouvelles inscriptions ② (4 659 entre janvier et mars) est **de même niveau qu'au 1^{er} trimestre 2005**, alors que l'on enregistre une augmentation dans le Centre et France. En **données cumulées sur 12 mois, le repli est limité (- 1,3 %)**. Le nombre des inscriptions consécutives à un licenciement économique continue de se réduire (- 7,3 %), tout comme celles liées à une fin de CDD (- 10,3 %). On note en revanche une légère augmentation des entrées dues à une fin de mission d'intérim (+ 2 %). Les mouvements les plus marqués concernent une fois encore les jeunes entrant dans la vie active (+ 17,8 %) et les reprises d'activité (+ 16 %).

Les flux de sortie de l'ANPE **7** apparaissent très étoffés pour un 1^{er} trimestre (4873). Ils sont supérieurs de 9,3 % à ceux de l'hiver 2005. Cette évolution est très proche de celle constatée pour l'ensemble de la région et un peu plus forte qu'en France. En cumul annualisé, le rythme de croissance s'accélère nettement à + 6,8 %. Les sorties pour reprise d'emploi progressent de 11 % et celles pour défaut de pointage de 13,7 %. Ces dernières correspondent la plupart du temps à un acte délibéré des demandeurs d'emploi qui ne se considèrent plus comme tels, soit parce qu'ils ont retrouvé du travail, soit pour des raisons personnelles. Signalons par ailleurs que les radiations administratives augmentent de près de 15 %, le suivi plus régulier des demandeurs permettant de mieux connaître leur situation au regard de la recherche d'emploi.

Le taux de chômage **4** est resté inchangé en Loir-et-Cher à 8,2 % au 31 mars. Il a diminué de 0,7 point en douze mois. De même, le taux régional n'a pas changé (8,4 %), tandis que le taux national a perdu 0,1 point à 9,5 %. La décroissance est toujours à l'œuvre dans la zone d'emploi de Romorantin, à 8,6 %, en baisse de 0,2 point sur le trimestre et de 1,6 point sur un an. C'est également le cas dans celle de Vendôme (7,2 %, - 0,2 point en trois mois et - 0,4 en un an). En revanche, le bassin de Blois subit une petite augmentation (+ 0,1 point), à 8,3 % ; par rapport à mars 2005, le taux perd néanmoins 0,5 point.

LES INTENTIONS D'EMBAUCHE RECULENT FORTEMENT DANS LE TERTIAIRE

Les offres collectées **7** par l'ANPE sont très étoffées en ce début d'année, avec un total de 3774. Ce dernier est supérieur de 13,4 % à celui du 1^{er} trimestre 2005 (Centre: + 11,6 %, France: + 7,2 %). Les offres d'emploi durable font un bond spectaculaire de 31 %. En données cumulées, elles augmentent de 23 % sur douze mois par rapport à la période antérieure. Le total des offres s'accroît cependant moins vite (+ 9,4 %) car les offres d'emploi de très courte durée sont beaucoup moins nombreuses (- 34 %).

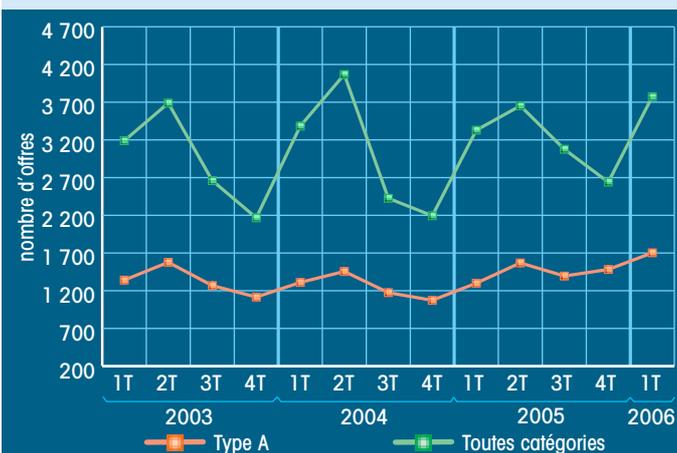
Les déclarations préalables à l'embauche **6** sont en revanche moins bien orientées. L'URSSAF de Loir-et-Cher en a comptabilisé 10 116 (hors travail intérimaire et agriculture) entre janvier et mars, soit 17,5 % de moins qu'au trimestre précédent et 11,7 % de moins que durant l'hiver 2005. Des reculs sévères sont notamment enregistrés dans le commerce (poursuite de la tendance engagée depuis la mi-2005) et les services à la population. À l'opposé, les intentions d'embauche progressent dans l'industrie et la construction. Le total cumulé sur un an reste toutefois plus élevé (+ 3,6 %), grâce aux deux secteurs déjà cités et aux services.

4 TAUX DE CHÔMAGE (NOUVELLE SÉRIE CORRIGÉE)



source DRTEFP

5 OFFRES D'EMPLOI ENREGISTRÉES



source ANPE

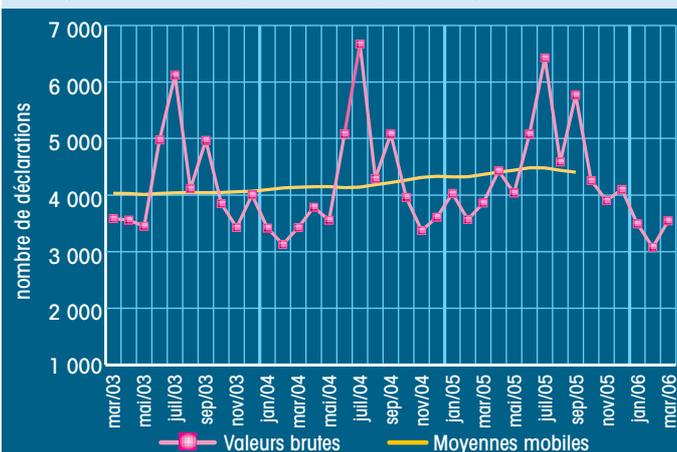
Définition des différentes catégories :

Type A - emplois durables (CDI, CDD de 13 mois et plus et CDD de 7 à 12 mois)

Type B - emplois temporaires (CDD de 1 à 6 mois, travail intérimaire de 1 mois et plus)

Type C - emplois occasionnels (CDD ou travail intérimaire de moins de 1 mois)

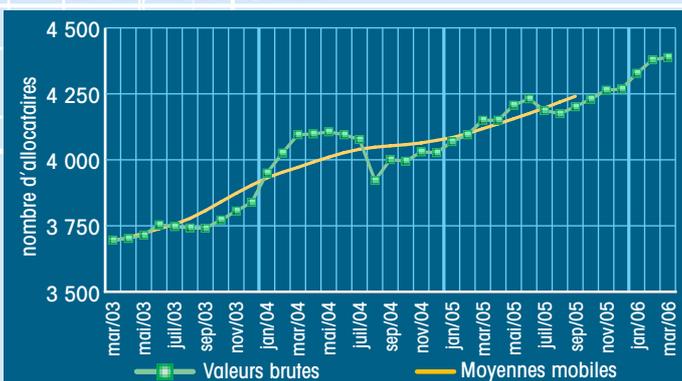
6 DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE (HORS TRAVAIL TEMPORAIRE ET AGRICULTURE)



source URSSAF (Services statistiques régionaux)

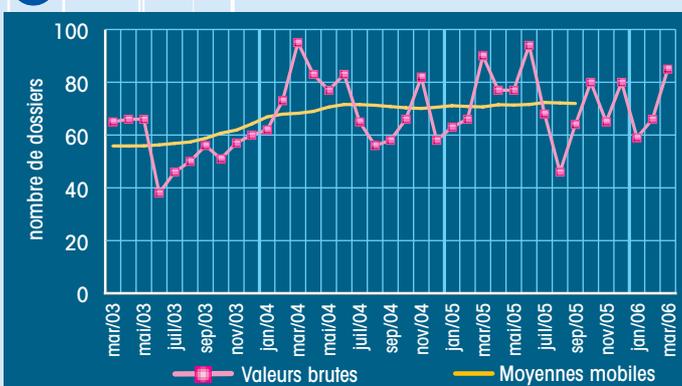
Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

1 REVENU MINIMUM D'INSERTION EN LOIR-ET-CHER



sources CAF et MSA

2 DOSSIERS DE SURENDETTEMENT DÉPOSÉS



source secrétariat de la Commission de surendettement

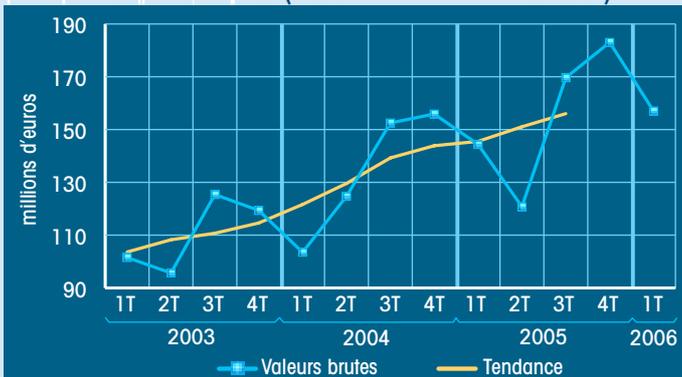
3 LOGEMENTS COMMENCÉS EN LOIR-ET-CHER (CUMUL GLISSANT SUR 4 TRIMESTRES*)



source DRE - Sitadel

(*) Il s'agit du cumul sur les 4 derniers trimestres effectué à un moment donné.

4 ÉVOLUTION DU MARCHÉ IMMOBILIER DANS L'ANCIEN (MONTANT DES TRANSACTIONS)



source Direction des services fiscaux - Base reconstituée d'après le montant des taxes relatives aux droits de mutations à titre onéreux.

LE RMI AUGMENTE ENCORE

Les rangs des bénéficiaires du RMI **1** continuent de s'étoffer, en dépit de l'amélioration de la conjoncture économique. De surcroît, le rythme est assez soutenu : **+ 2,8 %** au cours des trois premiers mois de l'année. Au 31 mars, le Loir-et-Cher compte ainsi **4 388 personnes** dans le dispositif. **En un an, leur nombre est en augmentation de 5,7 %**. La relation avec la baisse du chômage apparaît de plus en plus évidente, des transferts s'opérant de l'ANPE vers le RMI.

Le surendettement ne déroge pas à la tendance erratique pointée depuis plusieurs trimestres. Cette fois-ci, il repart à la **baisse avec 210 dossiers 2** déposés auprès de la commission, soit **6,7 % de moins en trois mois**. Dans le même temps, on note une forte augmentation dans le Centre (+ 12 %) et en France (+ 10 %). En **données cumulées**, l'écart avec la période précédente reste limité (+ 1,7 %).

LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS DE NOUVEAU EN HAUSSE

La tendance envisagée au vu des permis de construire déposés s'est confirmée : le **nombre de logements mis en chantier 3** entre janvier et mars s'est accru nettement (**531**, soit 110 de plus en trois mois). On remarque surtout l'augmentation du contingent de logements collectifs, qui dépasse la centaine. Ce rattrapage demeure toutefois insuffisant pour compenser les très maigres résultats des trimestres précédents et en **données cumulées sur 12 mois**, le total des constructions (**1 773**) recule de 17 %, mais par rapport à des niveaux records, rappelons-le. L'évolution apparaît plus saccadée en région Centre, où les mises en chantier sont moins fournies ce trimestre. En Loir-et-Cher, les prochains mois devraient être encore bénéfiques pour cette activité. Les **autorisations délivrées sont en effet en hausse**, tant pour l'individuel que le collectif.

Après la surchauffe de l'automne, le **marché de l'immobilier ancien 4** s'accorde une pause. Le **montant des transactions** s'établit en effet à 157 M€, soit **- 14,2 % en trois mois**. Il reste toutefois plus élevé que celui du 1^{er} trimestre 2005 (+ 9 %). Le **total annuel cumulé** est **supérieur de 9,2 %** à celui des douze mois précédents.

Réalisé avec le concours financier du Conseil général.

Directeur de la publication : Alain Quillout - Tirage : 600 exemplaires - Conception/réalisation : Observatoire - Impression Alleaume - Dépôt légal à parution - ISSN N° 1278-6950

